



Commission canadienne de sûreté nucléaire

Rapport financier trimestriel pour le trimestre terminé le 31 décembre 2016

Février 2017



Commission canadienne de sûreté nucléaire
Rapport financier trimestriel pour le trimestre terminé le 31 décembre 2016

© Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) 2017
ISSN 1927-2173

La reproduction d'extraits du présent document à des fins personnelles est autorisée à condition que la source soit indiquée en entier. Toutefois, sa reproduction en tout ou en partie à des fins commerciales ou de redistribution nécessite l'obtention préalable d'une autorisation écrite de la Commission canadienne de sûreté nucléaire.

Also available in English as: Canadian Nuclear Safety Commission Quarterly Financial Report for the Quarter Ended December 31, 2016

Disponibilité du document

Les personnes intéressées peuvent consulter le document sur le [site Web de la CCSN](#).
Pour obtenir un exemplaire du document en français ou en anglais, veuillez communiquer avec :

Commission canadienne de sûreté nucléaire
280, rue Slater
C.P. 1046, Succursale B
Ottawa (Ontario) K1P 5S9
Canada

Téléphone : 613-995-5894 ou 1-800-668-5284 (Canada seulement)

Télécopieur : 613-995-5086

Courriel : cnsccnsn@ccsn.gc.ca

Site Web : suretenucleaire.gc.ca

Facebook : [facebook.com/Commissioncanadiennedesuretenucleaire](https://www.facebook.com/Commissioncanadiennedesuretenucleaire)

YouTube : [youtube.com/ccsnccnsn](https://www.youtube.com/ccsnccnsn)

Twitter : [@CCSN_CNSC](https://twitter.com/CCSN_CNSC)

Table des matières

1. Introduction.....	1
1.1 <i>Autorisations, mandat et activités de programme</i>	1
1.2 <i>Méthode de présentation du rapport</i>	2
1.3 <i>Structure financière de la CCSN</i>	3
2. Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs	4
2.1 <i>Analyse des autorisations</i>	4
2.2 <i>Analyse des dépenses</i>	5
3. Risques et incertitudes	8
4. Changements importants relatifs au fonctionnement, au personnel et aux programmes.....	9
5. Approbation des cadres supérieurs.....	9
Annexe.....	10
<i>État des autorisations (non vérifié)</i>	10
<i>Dépenses ministérielles budgétaires par article courant (non vérifiées)</i>	11

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants relatifs au fonctionnement, au personnel et aux programmes

1. Introduction

Ce rapport financier trimestriel a été préparé par la direction comme l'exige l'article 65.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et selon les modalités prescrites par le Secrétariat du Conseil du Trésor. Il devrait être consulté parallèlement au *Budget principal des dépenses* et au *Budget supplémentaire des dépenses*. Le présent rapport trimestriel n'a pas fait l'objet d'une vérification externe ou d'un examen.

1.1 Autorisations, mandat et activités de programme

La Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) a été créée le 31 mai 2000, avec l'entrée en vigueur de la *Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires* (LSRN). La CCSN est un établissement public et rend compte au Parlement par l'entremise du ministre des Ressources naturelles.

En tant qu'organisme de réglementation indépendant et tribunal administratif quasi judiciaire, la CCSN a compétence sur toutes les activités liées au secteur nucléaire et toutes les substances nucléaires au Canada. Selon le mandat que lui confère la LSRN, la CCSN doit :

- réglementer le développement, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire au Canada pour préserver la santé, la sûreté et la sécurité, et protéger l'environnement
- réglementer la production, la possession, l'utilisation et le transport de substances nucléaires ainsi que la production, la possession et l'utilisation d'équipement et de renseignements réglementés
- mettre en œuvre des mesures de contrôle international du développement, de la production, du transport et de l'utilisation de l'énergie et des substances nucléaires, y compris des mesures de non-prolifération des armes et des dispositifs explosifs nucléaires
- informer objectivement le public, sur les plans scientifique, technique et réglementaire, au sujet des activités de la CCSN et des effets que le développement, la production, la possession, le transport et l'utilisation des substances nucléaires peuvent entraîner sur la santé et la sécurité des personnes et l'environnement

La CCSN a adopté une nouvelle architecture d’alignement des programmes qu’elle a mise en œuvre en 2015-2016. La nouvelle architecture tient compte des aspects fondamentaux du travail réglementaire de la CCSN.

Pour s’acquitter de son mandat, la CCSN a établi six programmes :

- Cycle du combustible nucléaire
- Réacteurs nucléaires
- Substances nucléaires et équipement réglementé
- Non-prolifération nucléaire
- Renseignements scientifiques, techniques, réglementaires et publics
- Services internes

Le *Plan ministériel* et le *Budget principal des dépenses* (Partie II) fournissent plus de détails sur les pouvoirs, le mandat et les activités de programme de la CCSN.

1.2 Méthode de présentation du rapport

Ce rapport trimestriel a été préparé par la direction au moyen d’une comptabilité axée sur les dépenses. L’*État des autorisations* joint à ce rapport (voir l’annexe) inclut les autorisations de dépenser de la CCSN accordées par le Parlement et utilisées par la CCSN de manière cohérente avec le *Budget principal des dépenses* et le *Budget supplémentaire des dépenses* pour les exercices 2015-2016 et 2016-2017. On a préparé ce rapport trimestriel en utilisant un référentiel à usage particulier conçu pour répondre aux besoins d’information financière à l’égard de l’utilisation des autorisations de dépenser.

Le gouvernement du Canada ne peut dépenser sans l’autorisation préalable du Parlement. Les autorisations sont accordées sous forme de limites annuelles approuvées, au moyen de lois ou de mesures législatives (sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées).

Lorsque le Parlement est dissout dans le but de tenir une élection générale, l’article 30 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* autorise le gouverneur général, sous certaines conditions, à ordonner par décret l’établissement d’un mandat spécial en vue d’autoriser le gouvernement du Canada à retirer des fonds du Trésor. Ce mandat spécial est considéré comme un crédit inscrit dans l’exercice financier pour lequel il a été autorisé.

La CCSN applique la méthode de la comptabilité d’exercice intégrale pour la préparation et la présentation de ses états financiers annuels, qui font partie du processus d’établissement des rapports ministériels sur le rendement. Toutefois, la comptabilité axée sur les dépenses demeure pour les pouvoirs de dépenser votés par le Parlement.

1.3 Structure financière de la CCSN

La CCSN dispose d'une structure financière où divers mécanismes de financement interviennent pour la réalisation de son mandat. La plus grande partie du financement de la CCSN provient d'autorisations budgétaires législatives, et le reste, d'autorisations budgétaires votées.

Dans le Budget de 2013, la CCSN a obtenu l'autorisation législative de dépenser au cours d'un exercice financier toutes les recettes reçues pendant l'exercice financier en cours ou précédent, qu'elle tire par la tenue de ses activités (en vertu du paragraphe 21(3) de la LSRN). Les montants perçus provenant des droits pour les permis et les demandes de permis sont facturés en conformité avec le *Règlement sur les droits pour le recouvrement des coûts de la Commission canadienne de sûreté nucléaire*. Cette autorisation de dépenser les recettes procure un régime de financement durable et disponible en temps utile permettant de gérer les changements rapides dans la charge de travail associée à la surveillance réglementaire du secteur nucléaire canadien.

La CCSN tire aussi son financement d'une autorisation budgétaire votée par le Parlement (crédit 1 – Dépenses de programme). Cette autorisation votée sert à financer quelques activités et certains types de titulaires de permis qui, en vertu de la réglementation, ne sont pas assujettis au recouvrement des coûts. La réglementation prévoit que certains titulaires de permis, comme les hôpitaux et les universités, sont exemptés de ces droits, puisque ces établissements se consacrent au bien commun. De plus, la CCSN ne perçoit pas de droits pour les activités découlant de ses obligations qui ne présentent pas d'avantages directs pour des titulaires de permis identifiables. Parmi celles-ci, on compte les activités concernant les obligations internationales du Canada (y compris les activités de non-prolifération), les responsabilités publiques (comme la gestion des situations d'urgence et les programmes d'information publique), et la mise à jour de la LSRN et de ses règlements d'application.

Les contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés relèvent des autorisations budgétaires législatives.

2. Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs

Cette section met en lumière les principaux éléments ayant contribué à la diminution nette des autorisations pour l'exercice, ainsi que les dépenses réelles effectuées pour le trimestre et le cumul de l'exercice pour la période qui s'est terminée le 31 décembre 2016.

2.1 Analyse des autorisations

Comme l'indique le tableau suivant, à la fin du troisième trimestre de 2016-2017, les autorisations totales disponibles de la CCSN ont diminué de 0,2 million de dollars (passant à 134,0 millions de dollars), ou 0,2 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Autorisations <i>(en milliers de dollars)</i>	2016-2017	2015-2016	Écart
Crédit 1 – Dépenses de programme	40 029	40 976	(947)
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 609	4 502	107
Dépenses des revenus provenant de la disposition des biens excédentaires de l'État	28	30	(2)
Dépenses en vertu du paragraphe 21(3) de la Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires	89 352	88 744	608
Dépenses budgétaires totales	134 018	134 252	(234)

Crédit 1 – Dépenses de programme et contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés

Les autorisations totales ont diminué de 0,8 million de dollars (passant à 44,6 millions de dollars), ou 1,8 %. Cette baisse s'explique principalement par les facteurs suivants :

- une baisse de financement de 0,4 million de dollars pour la temporisation de l'Initiative du guichet unique qui a été annoncée dans le Budget de 2013 et qui simplifiera la réglementation sur les importations et les processus à la frontière pour les opérations du secteur commercial
- une baisse de 0,3 million de dollars découlant de réductions dans le Budget de 2016 sur le plan des services professionnels, des déplacements et de la publicité

- une baisse de 0,2 million de dollars attribuable au report du budget de fonctionnement
- une augmentation de 0,1 million de dollars découlant des contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés

Autorisation budgétaire législative – Dépenses en vertu du paragraphe 21(3) de la LSRN

L'autorisation budgétaire législative de la CCSN pour les dépenses, en vertu du paragraphe 21(3) de la LSRN, se fonde sur les prévisions de dépenses annuelles de la CCSN au titre de l'exercice pour des activités assujetties à des droits de recouvrement des coûts. Les autorisations totales ont augmenté de 0,6 million de dollars (passant à 89,4 millions de dollars), ou 0,7 %, en raison des ajustements au coût de la vie, y compris les salaires, ainsi que d'une croissance des revenus résultant d'une révision progressive de la formule de calcul des droits facturés conformément au *Règlement sur les droits pour le recouvrement des coûts de la Commission canadienne de sûreté nucléaire*.

2.2 Analyse des dépenses

État des autorisations (voir l'annexe)

Crédit 1 – Dépenses de programme

Les autorisations utilisées au cours du troisième trimestre de 2016-2017 ont baissé de 0,4 million de dollars (passant à 9,0 millions de dollars), ou 4,3 %, en raison d'une diminution des paiements de transfert causée par des différences sur le plan du calendrier, par rapport à 2015-2016, à l'égard du moment où les dépenses ont été réalisées. Le cumul des autorisations utilisées pour l'exercice n'a pas changé par rapport à l'exercice précédent, demeurant à 25,8 millions de dollars.

Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés

Les autorisations utilisées au cours du troisième trimestre de 2016-2017 et pour le cumul de l'exercice, correspondant à des versements mensuels du montant des régimes d'avantages sociaux des employés établi dans le *Budget principal des dépenses*, ont augmenté de 0,1 million de dollars (passant à 1,2 million de dollars), ou 2,4 %, et de 0,1 million de dollars (passant à 3,5 millions de dollars), ou 2,4 %, respectivement. Cette hausse est causée par une augmentation de l'autorisation de dépenser liée au personnel en vertu du crédit 1 – Dépenses de programme dans le *Budget principal des dépenses* de 2016-2017.

Dépenses en vertu du paragraphe 21(3) de la LSRN

Les autorisations utilisées au cours du troisième trimestre de 2016-2017 et pour le cumul de l'exercice ont diminué de 2,0 millions de dollars (passant à 20,3 millions de dollars),

ou 8,8 %, et de 0,7 million de dollars (passant à 59,8 millions de dollars), ou 1,2 %, respectivement. Les diminutions au troisième trimestre et pour le cumul de l'exercice sont expliquées par une baisse des services professionnels et spéciaux découlant de la réduction des dépenses liées au recours à l'utilisation de la technologie de l'information et aux consultants en télécommunication. La baisse enregistrée durant le troisième trimestre s'explique également par des différences sur le plan du calendrier, par rapport au troisième trimestre de 2015-2016, à l'égard du moment où les paiements ont été versés à Services partagés Canada pour les dépenses relatives à la technologie de l'information.

Dépenses budgétaires par article courant (voir l'annexe)

Dépenses prévues

Les dépenses totales prévues pour l'exercice ont diminué de 0,2 million de dollars (passant à 134,0 millions de dollars), ou 0,2 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette diminution des dépenses prévues pour l'exercice s'explique par les facteurs suivants :

- une baisse de 1,2 million de dollars en services professionnels et spéciaux liée à la baisse prévue de l'utilisation de la technologie de l'information et à un moindre recours à des consultants en télécommunication
- une augmentation de 0,7 million de dollars des dépenses liées au personnel attribuable aux augmentations de salaire prévues et aux coûts de l'initiative de renouvellement de l'effectif, laquelle fait partie d'une vaste stratégie de gestion de la main-d'œuvre de la CCSN visant à assurer le maintien de l'effectif en remédiant aux conséquences potentielles de l'attrition et en assurant un transfert efficace des connaissances
- une augmentation de 0,4 million de dollars des paiements de transfert attribuable à une hausse prévue des contributions au Programme de recherche et de soutien et au Programme de financement des participants
- une baisse nette de 0,1 million de dollars dans les autres catégories de dépenses

Dépenses effectuées durant le trimestre

Les dépenses budgétaires réelles totales au troisième trimestre de 2016-2017 ont diminué de 2,3 millions de dollars (passant à 30,5 millions de dollars), ou 7,1 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette diminution s'explique par les facteurs suivants :

- une baisse de 2,2 millions de dollars en services professionnels et spéciaux attribuable à la réduction du recours à la technologie de l'information et aux consultants en télécommunication ainsi qu'aux différences sur le plan du calendrier, par rapport au troisième trimestre de 2015-2016, à l'égard du moment où les paiements ont été versés à Services partagés Canada pour les dépenses relatives à la technologie de l'information
- une diminution de 0,4 million de dollars en paiements de transfert, en raison des différences sur le plan des dates de paiements des contributions au Programme de recherche et de soutien
- une augmentation de 0,4 million de dollars pour l'acquisition de machines et d'équipement en raison des différences sur le plan des paiements liés aux logiciels
- une baisse nette de 0,1 million de dollars dans les autres catégories de dépenses

Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre

Les dépenses budgétaires réelles cumulées pour l'exercice ont diminué de 0,6 million de dollars (passant à 89,1 millions de dollars), ou 0,7 %, par rapport à l'exercice précédent. Ce changement s'explique par les facteurs suivants :

- une baisse de 1,3 million de dollars en services professionnels et spéciaux attribuable à la réduction des dépenses liées au recours à la technologie de l'information et aux consultants en télécommunication
- une augmentation de 0,6 million de dollars pour l'acquisition de machines et d'équipement en raison des différences sur le plan des paiements liés au matériel informatique et aux logiciels
- une augmentation de 0,3 million de dollars des coûts liés au personnel attribuable à l'initiative de renouvellement de l'effectif et à une augmentation des échelles salariales
- une baisse nette de 0,2 million de dollars dans les autres catégories de dépenses

3. Risques et incertitudes

La plupart des dépenses de la CCSN sont financées par les revenus provenant des droits qu'elle recouvre auprès de l'industrie. Cette autorisation de dépenser les recettes procure un régime de financement durable et opportun qui permet de gérer les changements à la charge de travail liée à la surveillance réglementaire, mais elle pose néanmoins un risque financier en raison de l'évolution de l'industrie et des économies mondiales. La CCSN s'efforce d'atténuer ce risque en augmentant son utilisation d'employés nommés pour une période déterminée, une pratique qui augmente la flexibilité de la main-d'œuvre.

La CCSN continue de revoir son cadre de planification stratégique afin de tenir compte des changements ayant cours dans le secteur nucléaire et de refléter l'évolution du secteur et d'en anticiper les besoins. Voici certains changements récents dans le secteur nucléaire :

- les retards accusés dans l'exécution de nouveaux projets de mines d'uranium
- l'annonce du gouvernement de l'Ontario le 11 janvier 2016 de son intention d'investir dans la réfection de la première des quatre tranches de la centrale nucléaire de Darlington exploitée par Ontario Power Generation (OPG), en plus de prolonger l'exploitation de la centrale nucléaire de Pickering jusqu'en 2024
- le processus d'autorisation concernant le dépôt dans des couches géologiques profondes proposé par OPG pour les déchets radioactifs de faible et de moyenne activité, qui est tributaire de l'évaluation environnementale actuellement en cours menée par une commission d'examen conjoint et de la décision de la ministre de l'Environnement et du Changement climatique

La CCSN met actuellement en œuvre une initiative de renouvellement de l'effectif qui fait partie d'une vaste stratégie visant à assurer le maintien de l'effectif en remédiant aux conséquences potentielles de l'attrition et en assurant un transfert efficace des connaissances. Les perspectives relatives aux exigences de surveillance réglementaire de la CCSN sont stables.

4. Changements importants relatifs au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Le 12 décembre 2016, le gouverneur en conseil, en vertu du paragraphe 54(4) de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (2012), a prolongé de huit mois l'échéance relative à la délivrance de l'énoncé de décision à l'égard du projet de dépôt en formation géologique profonde d'OPG. Le retard de la décision pourrait avoir une incidence sur les activités de surveillance réglementaire de la CCSN en 2017-2018.

5. Approbation des cadres supérieurs

Approuvé par :

Copie originale signée par

Michael Binder
Président

Copie originale signée par

Stéphane Cyr
Dirigeant principal des finances

Ottawa, Canada
Date : 20 février 2017

Annexe

État des autorisations (*non vérifié*)

<i>(en milliers de dollars)</i>	Exercice 2016-2017			Exercice 2015-2016		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017*	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2016	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice terminé le 31 mars 2016*	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2015	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Crédit 1 – Dépenses de programme	40 029	9 029	25 776	40 976	9 431	25 765
Autorisations budgétaires législatives						
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 609	1 153	3 457	4 502	1 126	3 376
Dépenses des produits de la vente des biens excédentaires de l'État	28	-	-	30	-	-
Dépenses en vertu du paragraphe 21(3) de la <i>Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires</i>	89 352	20 350	59 802	88 744	22 316	60 543
Autorisations budgétaires totales	134 018	30 532	89 035	134 252	32 873	89 684
Autorisations non budgétaires	-	-	-	-	-	-
Autorisations totales	134 018	30 532	89 035	134 252	32 873	89 684

*N'inclut que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

Dépenses ministérielles budgétaires par article courant (*non vérifiées*)

<i>(en milliers de dollars)</i>	Exercice 2016-2017			Exercice 2015-2016		
	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017*	Dépensées durant le trimestre terminé le 31 décembre 2016	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016*	Dépensées durant le trimestre terminé le 31 décembre 2015	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Dépenses						
Personnel	93 696	22 381	66 861	93 008	22 307	66 520
Transports et communications	5 944	1 671	3 835	6 136	1 493	3 855
Information	1 414	153	709	1 368	183	628
Services professionnels et spéciaux	19 426	4 039	10 765	20 632	6 229	12 047
Locations	5 499	909	3 080	5 210	1 022	3 055
Services de réparation et d'entretien	1 795	89	409	1 981	220	618
Services publics, matériaux et fournitures	928	126	402	1 100	251	599
Acquisition de matériel et d'équipement	3 025	912	1 851	2 882	531	1 274
Paiements de transfert	2 276	255	1 120	1 905	624	1 041
Autres subventions et paiements	15	(3)	3	30	13	47
Dépenses budgétaires brutes totales	134 018	30 532	89 035	134 252	32 873	89 684
Dépenses budgétaires nettes totales	134 018	30 532	89 035	134 252	32 873	89 684

*N'inclut que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.